

**Anniversaire de l'invasion nazie de la Pologne
1er septembre 1939**

En mémoire des victimes du nazisme, du fascisme et du militarisme japonais

– Pauline Easton –



Une unité de partisans à Krasnik, Pologne, 1943

- **La désinformation au sujet de l'invasion de la Pologne**
– Hardial Bains –
- **Les faits**
- **Le gouvernement du Canada se livre à une fraude de l'histoire**
- **L'objectif de la propagande impérialiste sur les droits humains**
– Meera Kaur –
- **Le communisme et les droits humains**
– Hardial Bains –

En mémoire des victimes du nazisme, du fascisme et du militarisme japonais

– *Pauline Easton* –

En septembre, nous commémorons plusieurs anniversaires importants liés à la Deuxième Guerre mondiale. Nous nous souvenons des actes de bravoure défiant la mort et du courage des peuples des pays occupés et des nations alliées qui se sont joints à leur combat pour vaincre le fascisme italien, le nazisme allemand et le militarisme japonais. Nous rendons le plus grand hommage aux victimes de ces fléaux de l'humanité.

Le 1er septembre 1939, les nazis allemands ont envahi la Pologne. L'invasion de la Pologne a marqué le début de la Deuxième Guerre mondiale et de l'holocauste européen.

En Chine, le 2 septembre, le peuple célèbre la défaite de l'occupation japonaise de la Chine en 1945. Les Japonais ont envahi la Chine le 7 juillet 1937. Leur invasion a déclenché l'holocauste asiatique sur lequel les médias canadiens restent en grande partie silencieux.

Depuis 1962, la Journée internationale de commémoration des victimes du fascisme est également célébrée le deuxième dimanche de septembre de chaque année. Cette année, cette journée sera célébrée le 11 septembre.

Le monde entier rend hommage aux victimes du fascisme

La Deuxième Guerre mondiale a plongé dans la guerre 61 États-nations et plus de 80 % de la population mondiale et fait plus de 55 millions de victimes. Les hostilités se sont déroulées sur les territoires de 40 États et dans les vastes bassins des océans Atlantique, Arctique, Pacifique et Indien.

L'Union soviétique a supporté les plus grandes pertes en termes de personnes et de ressources matérielles. Vingt-sept millions de personnes ont perdu la vie, sans compter les pertes subies par ses forces armées, soit environ 8,7 millions de personnes. On estime que la Chine a supporté le deuxième plus grand nombre de pertes totales de la Deuxième Guerre mondiale. Pas moins de 20 millions de personnes sont mortes en Chine pendant l'holocauste asiatique, dont 3,75 millions de morts militaires et 18,19 millions de morts parmi les civils.

Le massacre de Nankin, également connu sous le nom du viol de Nankin, est le massacre de civils chinois perpétré par l'armée impériale japonaise à Nankin, la capitale de la République de Chine, immédiatement après la bataille de Nankin lors de la Seconde Guerre sino-japonaise. Commencé le 13 décembre 1937, le massacre a duré six semaines. Les militaristes japonais ont commis des atrocités comme des viols collectifs, des pillages et des incendies criminels. Ce massacre est entré dans l'histoire comme l'une des pires atrocités commises au XXe siècle.



Des victimes civiles chinoises du massacre de Nankin, 1937

Dans leur obsession maniaque à condamner la Russie et la République populaire de Chine comme des « régimes autoritaires », le premier ministre du Canada, le gouvernement du Canada et les médias gardent le silence sur qui a libéré la Chine de ces actes monstrueux et sur le rôle de l'Union soviétique dans la libération de l'Europe. Malgré les immenses sacrifices faits par les peuples des pays occupés et leurs

libérateurs, le gouvernement du Canada et les médias au service des États-Unis dans leurs efforts de domination mondiale sont des pourvoyeurs de désinformation criminelle sur ce qui s'est réellement passé et sur l'importance de ces événements aujourd'hui.

Le Canada marche au pas avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et différents pays européens et alliés de l'OTAN pour répandre des falsifications historiques afin de justifier ce qui ne peut l'être, à savoir le bellicisme des États-Unis et de l'OTAN et les crimes contre l'humanité au nom des valeurs canadiennes, de la paix, de la liberté et la démocratie. La restauration du nazisme, du fascisme et du militarisme japonais ne résoudra aucune des crises auxquelles ils sont confrontés alors qu'ils plongent le monde dans l'abîme de guerres de destruction aux conséquences inconnues.

Dans ces pays, des monuments sont érigés dans le but d'amalgamer le nazisme et le communisme pour se conformer à la volonté d'hégémonie mondiale des États-Unis. Cela inclut la réhabilitation des forces néo-nazies et militaristes dans des positions de pouvoir et permettre à des armées privées et des forces paramilitaires privées de marauder, de piller et de commettre des crimes en leur nom.

L'affirmation selon laquelle le Canada n'honore pas les nazis mais les « combattants de la liberté contre les communistes » ne trompe personne. À sa grande honte, le gouvernement du Canada, quel que soit le parti cartellisé au pouvoir, avec le NPD à sa remorque, participe à la pérennisation de cette fraude de l'histoire. Tous suivent la même stratégie qui cherche à camoufler honteusement la trahison commise lors de la conclusion des accords de Munich, le 30 septembre 1938, par l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie, qui ont donné le feu vert à Hitler pour occuper d'abord la Tchécoslovaquie en mars 1939, puis envahir la Pologne le 1er septembre 1939.

Le pacte de non-agression germano-soviétique signé le 23 août 1939 a été imposé à l'Union soviétique parce que la Grande-Bretagne et la France refusaient de conclure une alliance de défense en Europe pour empêcher les hitlériens d'envahir d'autres pays. Ces pays avaient déjà signé les accords de Munich avec l'Allemagne le 30 septembre 1938. Cet acte scandaleux d'apaisement et de collaboration a permis à l'Allemagne d'annexer les Sudètes de la Tchécoslovaquie, a ordonné aux Tchèques de ne pas résister à l'agression nazie et a donné aux nazis le feu vert pour lancer de nouvelles agressions dans toute l'Europe.

Depuis 2005, à l'initiative de la Russie, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté chaque année des résolutions appelant à mettre fin à la glorification du nazisme et exhortant les États membres à combattre les pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associé.

Par ces résolutions, l'Assemblée générale a exprimé sa profonde inquiétude face aux tentatives de glorification du nazisme, du néonazisme et des anciens membres de la Waffen-SS, sous quelque forme que ce soit, y compris la construction de monuments et l'organisation de manifestations publiques. Les résolutions expriment l'inquiétude face « aux tentatives répétées de profanation ou de démolition de monuments érigés à la mémoire de celles et ceux qui ont combattu le nazisme durant la Seconde Guerre mondiale, ainsi que d'exhumation ou de levée illégales des dépouilles de ces personnes », et prennent note avec inquiétude de la multiplication des incidents à caractère raciste et des violences racistes partout dans le monde.

Aujourd'hui, même les Nations unies sont utilisées pour promouvoir la fraude de l'histoire anglo-américaine appelée ordre international fondé sur des règles. Que la mémoire de celles et ceux qui ont donné leur vie dans la lutte pour la liberté, la paix et la démocratie vive dans la bataille des générations actuelles pour un monde libéré du fléau de l'agression que nous voyons aujourd'hui menée par les puissances anglo-américaines et européennes au nom du changement de régime et de la « responsabilité de protéger ». Il est dit qu'il y a plus de personnes qui perdent la vie aujourd'hui à cause de la lutte impérialiste actuelle pour la domination des ressources, de la

main-d'oeuvre, des zones d'investissement et d'influence du monde que pendant la Deuxième Guerre mondiale.

La nécessité d'établir des gouvernements antiguerre dans le monde entier n'a jamais été aussi grande. Faisons notre devoir envers les victimes du nazisme, du fascisme et du militarisme japonais et assurons-nous d'établir un tel gouvernement au Canada.



Lors d'une manifestation de masse sur la colline du Parlement le 19 septembre 2015, les Canadiens ont rejeté la tentative du gouvernement Harper d'imposer son monument anticommuniste et son offensive anti-sociale comme valeurs canadiennes

La désinformation au sujet de l'invasion de la Pologne

– *Hardial Bains* –



1944 : Des partisans polonais, membres de l'Armée populaire polonaise (Armia Ludowa), qui ont courageusement combattu aux côtés de l'armée soviétique au prix de grands sacrifices pour libérer leur pays et vaincre le fascisme et le nazisme en Europe

Hardial Bains, dans son livre *Les causes et les leçons de la Seconde Guerre mondiale*, souligne qu'au début « la Deuxième Guerre mondiale fut une guerre entre puissances impérialistes et ne revêtit un caractère antifasciste que lorsque l'Union soviétique y a pris part en tant que défenseur de la liberté et de la démocratie. Hitler profita de la politique d'apaisement de l'Angleterre et de la France et de leur refus de conclure un pacte d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique pour

faire des percées dans sa rivalité inter-impérialiste avec l'Angleterre et la France. Il attaqua et occupa leur alliée à l'Est, la République de Pologne, elle-même une puissance impérialiste. Le refus de l'Angleterre et de la France de profiter de la politique de paix et de bon voisinage de l'Union soviétique et de signer un pacte d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique conduisit à une très grande tragédie pour la nation polonaise ».

Voici des extraits de ce livre.

En 1939 et avant, la Pologne refusa de former un front uni avec l'Union soviétique qui avait offert de signer un traité d'assistance mutuelle avec la Grande-Bretagne, la France et la Pologne prévoyant une entraide militaire en cas d'attaque hitlérienne contre la Pologne. Agissant sur les ordres de la Grande-Bretagne et de la France, et aveuglé par son propre anticommunisme, le gouvernement polonais refusa la demande soviétique de permettre à l'Armée rouge d'entrer sur le territoire polonais afin de mettre en place une ligne de défense en cas d'attaque allemande contre la Pologne. [...]



Les nazis défilent dans Varsovie après l'invasion de la Pologne, du 28 au 30 septembre 1939.

Dans les années 1930, la Pologne comptait plus ou moins sur une alliance avec la Grande-Bretagne et la France [...]. Les événements qui suivirent démontrèrent de quelle espèce d'alliance il s'agissait, de quelle sorte de garanties les impérialistes français et britanniques avaient offert à la Pologne ! À 4 h 45 le 1er septembre 1939, lorsque les forces hitlériennes attaquèrent la Pologne, lorsque les avions des Allemands se mirent à bombarder toutes les villes et tous les villages, tuant des milliers de personnes, le seul appui qu'a pu fournir la Grande-Bretagne fut de condamner l'attaque sur les ondes radio et deux jours plus tard déclarer que la Grande-Bretagne était en guerre. [Au] cours des six années qui ont suivi, pas un seul soldat britannique n'a foulé le sol de la Pologne pour libérer le peuple

polonais. Pendant que la Wehrmacht d'Hitler, avec ses 1 850 000 soldats, ses 3 200 chars et ses 2 000 avions de combat, sa flotte de destroyers, soit plus des deux tiers des effectifs des forces de l'Allemagne à l'époque, détruisait l'État polonais et massacrait sa population, la France, avec son armée de quatre millions d'hommes massée devant moins d'un million d'Allemands sur le front de l'Ouest, menait sa « drôle de guerre », c'est-à-dire qu'elle ne fit rien du tout. Le président américain envoya un télégramme au gouvernement polonais condamnant les nazis allemands pour avoir bombardé les villes polonaises. Pourtant on dit encore aujourd'hui que les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et d'autres puissances ont « défendu » la Pologne alors que l'Union soviétique de Staline l'a occupée. On tente de faire croire au monde que Staline était un agresseur de la Pologne au même titre qu'Hitler.

Le 17 septembre 1939, les chefs de l'État polonais qui avaient conduit la nation dans une si tragique impasse, et dont les rejetons politiques reprennent aujourd'hui le langage chauvin des impérialistes, fuirent la Pologne et furent internés en Roumanie. Une clique formée de personnalités politiques de la même trempe fut nommée gouvernement polonais en exil, lequel, prétendent les chauvins d'aujourd'hui, aurait été la « continuation » de l'État polonais.

L'Armée rouge soviétique est entrée sur le territoire de la Pologne seulement après que l'État polonais se soit complètement effondré. Elle a avancé dans les territoires de l'Ukraine et de la Biélorussie que la Pologne avait annexés durant la guerre russo-polonaise de 1919-1920. La majorité de la population vivant dans ces territoires était ukrainienne ou biélorusse et

relativement moins était polonaise. Sur une population totale de 13 millions de personnes, il y avait, dans ces régions, plus de sept millions d'Ukrainiens, trois millions de Biélorusses, plus d'un million de juifs et plus d'un million de Polonais. De toute évidence, si l'ancien État polonais ne voulait pas d'un traité d'assistance mutuelle de défense avec l'Union soviétique, c'était par crainte que les nationalités opprimées dans ses frontières demandent l'autodétermination et expriment le désir d'être réunifiées avec l'Ukraine et la Biélorussie.



Les bombardements de Varsovie par les nazis lors de l'invasion de la Pologne, septembre 1939.

Le gouvernement en exil de Londres ne renonça jamais à réintégrer ces territoires dans l'État polonais, et les chauvins polonais continuent encore aujourd'hui de se plaindre de leur « perte ». Ils en blâment Staline et l'Armée rouge. La réaction polonaise n'a jamais accepté la perte de ses territoires conquis, la perte d'une masse d'ouvriers et de paysans ukrainiens, biélorusses et juifs que la bourgeoisie et les propriétaires fonciers polonais pouvaient exploiter et opprimer à volonté. L'annexion de ces territoires n'avait jamais été dans l'intérêt de la nation polonaise. Lorsque la réaction polonaise parle de l'« invasion » de la Pologne par Staline, elle oublie de mentionner que l'Union soviétique a remis à la Lituanie la ville et le district de Vilnius. Non pas que Vilnius eût une population majoritairement lituanienne, mais bien parce que la Pologne l'avait arrachée de force aux Lituanais et que cette ville était liée à l'histoire de la Lituanie et aux aspirations du peuple lituanien. Elle devint la capitale de la Lituanie.

L'ancien État polonais avait également mauvaise conscience à cause des territoires tchécoslovaques qu'il avait annexés. Le 2 octobre 1938, lorsque la trahison de la Grande-Bretagne et de la France à Munich permit à Hitler d'annexer les territoires sudètes dans la partie ouest de la Tchécoslovaquie, au nom de la minorité allemande qui y vivait, l'armée polonaise entra en Tchécoslovaquie et occupa l'ouest de Cieszyn et de Frystat au nom de la minorité polonaise qui y vivait. Le gouvernement semi-fasciste de Pologne agissait à l'unisson avec Hitler, Chamberlain, Daladier et Mussolini pour démembrer la Tchécoslovaquie, bien qu'il n'ait pas directement participé à la trahison de Munich. Il agit comme un brigand.

Aujourd'hui les chauvins polonais préfèrent ne pas se souvenir du 2 octobre 1938. Ils l'ont rayé de leur calendrier officiel des événements conduisant à la tragédie du 1er septembre 1939. Ils voudraient qu'on oublie la géopolitique impérialiste et les manoeuvres sans principe du gouvernement polonais de l'époque, justement parce qu'ils [...] suivent aujourd'hui la même voie chauvine et désastreuse de géopolitique inter-impérialiste.



Les représailles collectives contre ceux qui luttèrent contre l'occupation nazie s'exerçaient par des pendaisons publiques, des exécutions de masse et d'autres crimes contre le peuple polonais.

Une fois la Pologne dans les griffes d'Hitler, les nazis commirent les pires crimes de l'histoire jamais commis contre une nation. De tous les pays d'Europe, c'est la Pologne qui a subi les plus grandes pertes humaines en termes du nombre de morts par millier d'habitants. Environ 5 500 000 Polonais furent tués. Quelque 1 750 000 Polonais furent tués dans les camps de la mort et par d'autres méthodes directes d'extermination de masse ; 2 700 000 juifs polonais furent exterminés ; plus de 50 000 des 75 000 Roms vivant en Pologne furent exterminés ; quelque 12 000 patients psychiatriques et handicapés mentaux furent assassinés ; des milliers de prisonniers de guerre, de soldats et d'officiers polonais furent systématiquement fusillés. En moins de six semaines après le début de l'occupation nazie, la S.S. avait fusillé quelque 40 000 intellectuels, personnalités politiques et autres dirigeants polonais dans le cadre d'un projet spécial pour « déblayer le terrain politique ». Environ 38-39 % des biens et capitaux de la Pologne de 1938, d'une valeur d'environ 49,2 milliards de dollars (en \$ É.-U. d'avant-guerre), furent détruits. Varsovie fut entièrement rasée. De tous les pays d'Europe, c'est la Pologne qui subit les plus grandes pertes matérielles calculées au prorata de la population.



Les Polonais acclament les soldats de l'Armée rouge libératrice en 1945.

(Hardial Bains. Les causes et les leçons de la Seconde Guerre mondiale. Toronto : MELS, 1990, pp. 18-22.)

Les faits



Exécutions de Polonais par un Einsatzgruppen nazis à Leszno, en octobre 1939, peu après l'invasion. Ces exécutions faisaient partie de la campagne d'assassinats de masse qui a eu lieu dans tout le pays

À quatre heures quinze le matin du 1er septembre 1939, l'Allemagne nazie lançait son invasion massive de la Pologne. La Wehrmacht d'Hitler, comprenant 1 850 000 soldats, 3200 chars d'assaut, 2000 avions de combat et 11 navires de guerre – plus des deux tiers de toute la force de combat de l'Allemagne – a détruit l'État polonais et a massacré le peuple polonais[1].

Derrière la Wehrmacht suivaient les Einsatzgruppen SS de Himmler, des unités mobiles d'extermination, spécialisées dans les tueries de masse.

Les nazis ont perpétré en Pologne les pires crimes que l'histoire n'ait jamais connus. De tous les pays européens, c'est la Pologne qui a connu le plus grand nombre de victimes par rapport à sa population. Un total d'environ six millions de personnes ont été tuées. L'extermination directe par des assassinats de masse, dans les camps de la mort et par d'autres moyens a coûté la vie à plus de 1 750 000 Polonais. À cela s'ajoute les 2 700 000 Juifs polonais, les 2 000 000 enfants et jeunes, les 50 000 Roms et les 12 000 personnes jugées comme mentalement handicapées tués par les forces nazies et les milliers de prisonniers de guerre polonais, soldats et officiers, systématiquement exécutés. La *Schutzstaffe* (SS) a exécuté plus de 40 000 intellectuels, personnalités politiques et dirigeants polonais au cours des six premières semaines de l'occupation nazie. Avant l'invasion, à partir de mai 1939, l'opération nazie Tannenberg, qui faisait partie du *Generalplan Ost* (terme allemand pour « Schéma directeur pour l'Est ») avait permis d'identifier et de recenser plus de 61 000 militants, membres de l'intelligentsia, universitaires, anciens officiers et autres devant être internés ou exécutés, principalement par les SS. L'assassinat de 5000 à 6000 Polonais à Fordon, Bydgoszcz, en octobre et novembre 1939 est un exemple des nombreux massacres commis par les SS et la Wehrmacht. D'autres exemples incluent l'assassinat de 4 143 officiers polonais retrouvés dans des fosses communes dans la forêt de Katyn, crime pour lequel les nazis et leurs collaborateurs ont accusé les communistes à l'époque et continuent de le faire aujourd'hui afin de s'exonérer de leurs crimes et de semer la confusion sur qui étaient les libérateurs et qui étaient les criminels.

Les forces polonaises étaient en nombre très inférieur à celles des envahisseurs, mais elles ont combattu avec courage. Les dirigeants de l'État polonais se sont enfuis en Roumanie le 17 septembre, mais l'esprit de résistance du peuple est demeuré fort. De nombreux Polonais ont combattu courageusement dans la résistance clandestine dirigée par les communistes. Ils ont formé leurs propres divisions patriotiques et ont combattu aux côtés de l'Armée rouge contre les nazis, jusqu'à Berlin.



Expulsions de la population par les nazis dans la région de Zamosc en Pologne en décembre 1942.

1919-1921. La Pologne à cette époque faisait partie de l'alliance des 14 pays envahisseurs impérialistes qui a tenté, mais n'a pas réussi, à étrangler la République soviétique naissante[2]. Environ 8 % seulement de la population de l'Ukraine et de la Biélorussie était d'origine polonaise.

« Grâce à l'intervention opportune de l'Union soviétique dans ces territoires qui avaient appartenu à l'État polonais maintenant effondré, Hitler dut accepter une ligne de démarcation entre ses troupes et l'Armée rouge bien à l'ouest de la frontière russo-polonaise. »[3] L'Armée rouge a sauvé des millions d'habitants d'Ukraine, y compris de nombreux Polonais, et de la Biélorussie du sort que Hitler réservait au reste du peuple polonais. Même Winston Churchill, un anticommuniste virulent, a justifié publiquement l'entrée des Soviétiques en Pologne orientale.

Les hitlériens d'aujourd'hui, déguisés en démocrates, continuent de répandre l'odieux mensonge que « l'Allemagne nazie et l'Union soviétique ont secrètement conspiré pour se partager la Pologne ». Ce mensonge, qui vise à mettre l'Union soviétique et l'Allemagne nazie sur un pied d'égalité et à discréditer et diviser le front antifasciste dirigé par les communistes, a d'abord été énoncé par Hitler lui-même dans le discours dans lequel il déclare la guerre à l'Union soviétique, lorsqu'il fait référence aux « protocoles secrets » sur le partage de la Pologne. Puis après leur défaite, les criminels de guerre nazis jugés au procès de Nuremberg ont ressuscité les « protocoles secrets » pour essayer d'échapper au châtime, mais leurs prétentions ont été rejetées par le Présidium comme étant des fabrications. C'est seulement lorsque les États-Unis ont repris le flambeau de l'hitlérisme durant la guerre froide et sont devenus les maîtres modernes de la technique du gros mensonge de Goebbels que l'invention de Hitler sur les « protocoles secrets » est devenue un soi-disant fait historique[4]. Cela est maintenant devenu la propagande officielle au Canada.

Les faits historiques permettent de comprendre pourquoi Hitler a attaqué la Pologne. En 1939, la Pologne était un pays impérialiste formé sur les ruines de la Première Guerre mondiale par la Grande-Bretagne et la France par le Traité de Versailles de 1918. L'État polonais « avait entre autres pour ambition de s'accaparer des riches régions agricoles de l'Ukraine et d'étendre le territoire polonais 'd'une mer à l'autre', soit de la mer Baltique à la mer Noire. [...] Les propriétaires fonciers et la bourgeoisie de la Pologne rêvaient de restaurer l'empire polonais du moyen âge. »[5] Financés et armés par les monopoles britanniques et français qui voulaient regagner les profits et privilèges dont les avaient privés les forces révolutionnaires des ouvriers et paysans[6], les dirigeants polonais ont attaqué l'Union soviétique en 1918, ont occupé de grandes parties de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Lituanie. Pendant les 18 années de domination polonaise semifasciste qui ont suivi, les travailleurs et les paysans de ces régions ont été exploités sauvagement par les propriétaires fonciers et les industriels polonais.

Alors que les nuages de guerre interimpérialiste s'accumulaient au-dessus de l'Europe, les cercles

dirigeants polonais ont refusé de voir le monde tel qu'il était, surtout les impérialistes nazis allemands qui ne cachaient pas leur ambition de conquérir l'Europe pour ensuite conquérir le monde, et leur racisme envers les Polonais. L'élite polonaise considérait la Grande-Bretagne et la France comme leurs alliés et l'Union soviétique comme leur ennemie jurée. Les impérialistes anglo-américains et français voulaient assurer leur propre rôle dans la domination du monde. Ils adoptèrent la politique d'apaisement envers Hitler pour l'inciter à se tourner vers l'est et à attaquer l'Union soviétique, au lieu d'organiser la sécurité collective en collaboration avec l'Union soviétique contre les ambitions expansionnistes connues de l'Allemagne nazie vis-à-vis les régions industrielles, agricoles et riches en pétrole. Ils espéraient que les nazis soient paralysés par une guerre prolongée avec l'Union soviétique plutôt que de grossir par le vol des richesses de l'Union soviétique.

Les dirigeants polonais espéraient qu'Hitler avance vers l'est et attaque l'Union soviétique sans d'abord s'emparer de la Pologne, que grâce aux ravages de la guerre, la Pologne pourrait s'emparer d'une partie du territoire soviétique. La Pologne a refusé de régler les questions frontalières en suspens, maintenant la ligne de défense soviétique contre les nazis aussi profondément que possible en territoire soviétique, et a refusé aux Soviétiques la permission d'entrer en Pologne pour stopper l'avance nazie. Au lieu de prendre toutes les mesures nécessaires pour se défendre contre l'invasion nazie imminente, les dirigeants polonais, qui nourrissaient de grandes illusions sur les intentions d'Hitler et étaient aveuglés par l'anticommunisme, ont préféré se livrer à des manoeuvres de basse-cour pour avancer leurs intérêts privés.

En attaquant la Pologne, Hitler a profité de la politique anglo-américaine le poussant vers l'est tout en suivant son plan tel que décrit dans *Mein Kampf*, consistant à accroître l'« espace vital » (*lebensraum*) de l'Allemagne en s'emparant de l'Ukraine pour ensuite asservir le monde entier. Hitler a fait connaître clairement ses intentions barbares envers la Pologne. Dix jours seulement avant l'attaque, dans son discours à Olbersalzberg, il a donné à ses généraux l'instruction « d'envoyer à la mort sans merci et sans compassion les hommes, femmes et enfants d'origine et de langue polonaises. C'est seulement ainsi que nous obtiendrons l'espace vital dont nous avons besoin. »[7] Tragiquement, la Pologne a payé très cher les ambitions impérialistes, l'anticommunisme et le rejet de l'aide soviétique par ses dirigeants bourgeois.



Monument aux partisans polonais et aux combattants antifascistes allemands à Berlin. Le relief de droite représente un soldat soviétique, un soldat de l'Armia Ludowa (Armée du peuple de Pologne) et un antifasciste allemand.

Aujourd'hui, les puissances anglo-américaines et européennes, et les cercles dirigeants polonais réactionnaires continuent de répandre les mêmes mensonges qu'ont répandus les nazis et essaient

de couvrir de boue les exploits de l'Union soviétique afin d'accuser les communistes de crimes contre l'humanité. Le 1er septembre 2009, le président de la Pologne, Lech Kaczynski, a appelé à « glorifier tous les soldats qui ont combattu pendant la Deuxième Guerre mondiale contre le nazisme allemand et le totalitarisme bolchevique ». Peu après, l'écrasement le 10 avril 2010 d'un avion polonais près de Smolensk, dans lequel Kaczynski et 95 autres personnes ont péri, a été utilisé par les dirigeants polonais et d'autres pour ressusciter le vieux mensonge selon lequel l'Union soviétique, et non les nazis, a perpétré le massacre de la forêt de Katyn pendant la guerre. Cette désinformation délibérée a pour but de faire oublier que les nazis ont tué six millions de Polonais et que c'est l'Armée rouge, avec l'Armée populaire polonaise alliée, qui a finalement libéré la Pologne de l'occupant nazi.

Notes

1. Une grande partie de l'équipement militaire utilisé dans l'invasion a été fabriquée par des entreprises à capitaux américains, comme Ford, General Motors et Focke Wulf (ITT).
2. On estime que sept millions de Russes, hommes, femmes et enfants, ont été tués pendant l'invasion de 1918.
3. Hardial Bains, *Les causes et les leçons de la Seconde Guerre mondiale*, 1990.
4. La Pologne avait conclu un pacte de non-agression avec l'Allemagne en janvier 1934, le premier État à conclure une alliance de ce genre avec le gouvernement nazi.
5. Hardial Bains, *ibid.*
6. Cela comprend entre autres le monopole pétrolier géant Royal Dutch Shell, le conglomérat de l'armement Metro-Vickers et les grandes banques comme Baring, Hambros et Crédit Lyonnais. Herbert Hoover qui allait bientôt devenir le président des États-Unis avait d'importants investissements en Russie tsariste.
7. E.L. Woodward & Rohan Rittley (eds.), *Documents on British Foreign Policy : 1919-1939*, 3rd series (London : HMSO, 7 :258-260, 1954).

(Archives du LML. Photos Colin Smith, Wikipedia)

Le gouvernement du Canada se livre à une fraude de l'histoire

Le 1er septembre est l'anniversaire de l'invasion de la Pologne par les hitlériens en 1939. Plutôt que de condamner les nazis, les forces réactionnaires comme le gouvernement du Canada font de la désinformation pour réhabiliter les criminels de guerre nazis et occulter qui étaient les victimes du fascisme au nom desquelles les peuples du monde ont déclaré « Plus jamais ! »

À cette période de l'année, ces forces réactionnaires soulignent l'anniversaire du pacte de non-agression germano-soviétique conclu le 23 août 1939 en prétendant qu'il s'agissait d'un acte d'apaisement et non d'une manoeuvre tactique permettant à l'Union soviétique de gagner du temps afin de pouvoir s'armer en vue d'une confrontation inévitable avec les nazis. Elles restent silencieuses sur les accords de Munich signés le 30 septembre 1938 qui donnait le feu vert à Hitler pour lancer une agression contre les peuples d'Europe.



La désinformation au sujet du pacte de non-agression signé entre l'Union soviétique et l'Allemagne est utilisée pour grouper de façon fallacieuse la Chine et la Russie dans une catégorie qu'elles appellent « régimes autoritaires », prétendant ainsi que les impérialistes anglo-

américains sont les champions de la paix, la liberté, la démocratie et des droits humains tandis que les communistes et les fascistes sont du pareil au même.

Justin Trudeau prétend lamentablement que ce sont les Soviétiques et non les nazis qui ont envahi la Pologne en septembre 1939 et déclenché la guerre en Europe. Cela montre comment les mêmes puissances qui ont suivi une politique d'apaisement envers les nazis en 1938-1939 reviennent aujourd'hui à leurs vieilles habitudes. Les grandes puissances de la vieille Europe ont activement suivi une politique d'apaisement envers les nazis et permis l'invasion de la Pologne tandis que les Soviétiques ont inlassablement lutté pour défendre ce pays et son peuple à chaque instant. Rien ne changera ces faits historiques. En fin de compte, cette désinformation sur les causes de la Deuxième Guerre mondiale sert à justifier et à commettre des crimes similaires dans le présent. Cela non plus ne réussira pas. La mémoire des peuples ne peut être effacée à grand coups de falsifications de l'histoire provenant de ceux qui commettent des crimes contre l'humanité aujourd'hui.

La déclaration du premier ministre du Canada Justin Trudeau à l'occasion de ce que le Canada a déclaré être « la journée du Ruban noir, journée nationale de commémoration des victimes du communisme et du nazisme en Europe », est un exemple de falsification éhontée dans le but de créer une fraude de l'histoire aujourd'hui. On y dit, entre autres :

« Aujourd'hui, nous nous joignons aux gens du monde entier pour honorer les victimes et les survivants du communisme et du nazisme en Europe. Nous nous engageons aussi à continuer de défendre tous ceux qui sont encore confrontés à la violence et à l'oppression aux mains de régimes autoritaires. »

Selon le premier ministre, le pacte Molotov-Ribbentrop, signé le 23 août 1939 entre l'Union soviétique et l'Allemagne nazie « a mené à la division de la Pologne ainsi qu'à l'annexion des États baltes et d'une partie de la Roumanie par l'Union soviétique. » Les falsificateurs déclarent que c'est l'Union soviétique qui est à blâmer pour les crimes contre l'humanité commis par les nazis. On y lit encore :

« Dans toute l'Europe centrale et de l'Est, des millions de personnes ont énormément souffert sous les régimes totalitaires, notamment les communautés juive, rom et slave ainsi que les personnes en situation de handicap et LGBTQ2, qui ont été privées de leurs droits fondamentaux, contraintes de fuir leurs foyers et assassinées. Bon nombre de ceux qui ont fui les régimes soviétique et nazi ont trouvé refuge au Canada et ont contribué à façonner le pays fort et diversifié que nous connaissons aujourd'hui. Leurs histoires nous rappellent qu'il est de notre responsabilité collective de veiller à ce que de telles atrocités ne se reproduisent jamais.

« Cette année, nous sommes également solidaires du peuple ukrainien, qui continue de subir la violence brutale de la guerre illégale, injustifiable et expansionniste menée par la Russie dans son pays. Le Canada, de concert avec ses alliés et ses partenaires internationaux, continuera de soutenir l'Ukraine et de défendre la démocratie et les droits de la personne partout dans le monde.

« Au nom du gouvernement du Canada, j'encourage tous les Canadiens à rendre hommage à ceux qui ont souffert ou ont perdu la vie à cause de régimes totalitaires et autoritaires – passés ou présents. Ensemble, nous devons continuer de rejeter l'extrémisme, l'intolérance et l'oppression tout en faisant la promotion des droits de la personne, de la liberté et de la démocratie, ici au Canada et partout dans le monde. »

Assimiler le communisme au nazisme et accuser l'Union soviétique d'avoir envahi la Pologne et déclenché la Deuxième Guerre mondiale est un acte inadmissible qui trahit une mauvaise conscience. Il ne s'agit pas d'une simple ou innocente révision de l'histoire. C'est un acte haineux de fraude consciente de l'histoire visant à encourager les préparatifs de guerre criminels de ces mêmes pays qui ont initialement collaboré avec Hitler pour attaquer l'Union soviétique dans les

années 1930 et qui, aujourd'hui, font une fois de plus la même chose contre la Russie, la Chine et les peuples d'Europe.

Cela ne doit pas passer !

L'objectif de la propagande impérialiste sur les droits humains

– Meera Kaur –

La désinformation sur la question de savoir ce que sont les droits humains, comment ils sont violés et par qui, est endémique. L'objectif est de priver le peuple d'une perspective qui établit un point de vue qui lui est favorable. Tant que les gens utilisent la conception impérialiste des droits humains comme référence, ils restent prisonniers d'un monde de vieilles controverses qui ne tient pas compte d'eux et de leurs besoins.

Les plus grands parmi ceux qui nient et qui violent les droits humains sont ceux qui accusent avant tout le communisme et ce qu'ils appellent les régimes autocratiques et autoritaires, ainsi que les religions qu'ils décrivent comme barbares, médiévales et arriérées. Tout cela repose sur les valeurs eurocentriques défendues par les puissances coloniales européennes et les missionnaires à leur service qui ont proclamé la doctrine de la découverte et de la *terra nullius* pour justifier l'expropriation des populations autochtones, les massacres dont elles ont été victimes et le génocide dans les pays où ils ont pourchassé les peuples autochtones pour s'emparer de leurs terres.



La propagande qui déforme l'essence de ce qui constitue un droit humain et la manière dont il est affirmé est l'un des principaux moyens utilisés par les cercles dirigeants des démocraties libérales établies par les puissances impérialistes et les anciennes puissances coloniales européennes pour discréditer et dénigrer le communisme. Selon eux, les individus perdent leurs droits humains sous le communisme et ne peuvent les conserver que sous le capitalisme. Ils partent du principe que leurs régimes ne sont pas des régimes autocratiques qui violent les droits humains avec chaque loi et chaque action à l'intérieur et à l'extérieur du pays, mais des régimes démocratiques irréprochables.

Les communistes luttent pour un corps politique fondé sur le principe de la collectivité des droits. Cela est nécessaire pour garantir les droits individuels et les droits collectifs, ainsi que le bien-être général de la société. Il est impossible de parler de droits du fait d'être humain en dehors d'un tel cadre.

Une partie de la désinformation promue par les cercles dirigeants consiste à croire que les personnes, en tant qu'individus, existent dans la société comme des individus isolés. Ce n'est pas le cas. Nous sommes tous nés dans la société et existons donc en tant qu'individus et en tant que collectifs, les deux ensemble. Ils ne peuvent être séparés. Et nous dépendons de la société pour notre bien-être individuel et collectif.

Les droits humains appartiennent à tous les humains du fait qu'ils sont humains – c'est la définition moderne. Les dirigeants actuels réduisent les droits humains à ce qui existe ou n'existe pas en droit, avec ses « limites raisonnables » et ses « exceptions » fondées sur les « menaces à la

sécurité nationale ». Qui définit les limites, qu'est-ce qui constitue une « limite raisonnable » et sous quelles conditions et circonstances, ou quelles sont les « exceptions », tout cela est étouffé.

Les droits appartiennent également aux individus et aux collectifs en raison des conditions concrètes de l'individu et du collectif. Une femme, par exemple, appartient à la collectivité des femmes avec des droits qui appartiennent aux femmes du fait qu'elles sont des femmes, comme tout ce qui concerne l'accouchement et le bien-être des enfants. Il ne s'agit pas de « problèmes de femmes » mais de questions dont la société est responsable afin que les femmes individuelles puissent vivre en paix.



Nous voyons aujourd'hui aux États-Unis l'attaque brutale de l'État américain contre les femmes concernant les avortements et les soins de santé en général, et pourtant on dit que les individus ont des droits humains. Mais sans leurs droits en tant que collectivité, on peut voir que leurs droits individuels ne peuvent être respectés. On pourrait dire la même chose des travailleurs, des jeunes, des nationalités opprimées et de pays entiers dont la souveraineté est violée.

En bloquant et en attaquant les droits collectifs et, plus largement, la collectivité des droits, la démocratie libérale ne peut assurer les droits humains des individus ou des collectivités ni le bien-être général de la société. Cela est évident aujourd'hui lorsqu'on examine toute question relative aux droits humains, comme le droit au logement, aux soins de santé, aux moyens de subsistance, à l'éducation et à d'autres droits collectifs.

Il est également évident que les institutions démocratiques libérales ont échoué. Leur légitimité est en lambeaux. La conception des droits telle qu'elle a été conçue dans les régimes démocratiques libéraux a fait l'objet d'une attaque brutale de la part des gouvernements eux-mêmes qui ont été réduits à leurs pouvoirs de police, ayant écarté tous les aspects civils de leur pouvoir. Le règne des pouvoirs de police, de l'impunité, est devenu la norme, comme c'est le cas au Canada et aux États-Unis.

Loin d'être en mesure d'assurer des droits et d'aborder les nombreux intérêts conflictuels évidents dans la vie d'aujourd'hui, les conditions de la guerre civile au pays et de la guerre impérialiste à l'étranger s'intensifient. Le communisme et tous ceux qui luttent pour lui aujourd'hui reconnaissent que ce qui est nécessaire, c'est d'harmoniser les droits de l'individu avec ceux des collectivités en les mettant sur un pied d'égalité, non pas l'un au-dessus de l'autre, mais en fournissant une équivalence, à égalité. Les droits de tous les individus et collectifs doivent également être harmonisés avec le bien-être général de la société.

Faire avancer la lutte pour le communisme et les droits humains implique de mettre en avant la collectivité des droits, notamment le droit individuel et collectif de gouverner et de décider.

Le communisme et les droits humains

– *Hardial Bains* –



Hardial Bains s'adressant au Séminaire International sur le communisme et les droits humains, Toronto, 27 mars 1995.

L'article suivant a été initialement publié en février 1995, en préparation du Séminaire international sur le thème : Communisme et les droits humains, tenu à Toronto le 27 mars 1995.

En plus de se concentrer sur « Les définitions modernes » comme sujet général, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) accorde également une attention sérieuse au thème « le communisme et les droits humains ».

Un des domaines les plus importantes où la lutte idéologique a éclaté est celui des droits humains. La bourgeoisie du monde entier crie sur tous les toits que le communisme viole les droits humains. Il est même suggéré que le communisme à cause de sa qualité propre est l'ennemi des droits humains. Le communisme et les droits humains, disent ses détracteurs, sont comme le pétrole et l'eau. Les deux ne se mélangent pas.

Est-il exact que le communisme viole les droits humains et que le communisme et les droits humains sont des ennemis naturels ? C'est bien sûr faux. Le communisme est la condition de l'émancipation complète de la classe ouvrière, une condition de l'émancipation de l'humanité tout entière. Comment se peut-il que le communisme qui est la condition de l'émancipation complète de la classe ouvrière puisse violer les droits humains ?

La définition moderne des droits humains stipule que tous les êtres humains ont des droits de par leur humanité. Puis il y a des êtres humains qui ont des droits en raison de leur condition propre, comme les femmes du fait qu'elles sont femmes ou les personnes handicapées en raison de leur condition concrète objective, ou encore les minorités nationales, linguistiques, religieuses et les autres minorités en raison aussi de leur réalité concrète objective.

Le communisme, dans son expression moderne, présente la collectivité des droits comme la condition fondamentale de la défense de tous les droits, qu'ils soient inaliénables et appartiennent à tous du fait que tous sont des êtres humains ou qu'ils leur appartiennent en raison des conditions concrètes objectives. Si, en tant que nation ou pays au sens collectif, tous ne jouissent pas de la collectivité de leurs droits, comment peuvent-ils jouir des autres droits ? Les États-Unis attaquent la collectivité des droits de Cuba en criant leur indignation sur l'absence de droits humains dans ce pays. La République populaire démocratique de Corée et beaucoup d'autres pays, comme l'Iran, sont menacés pour les mêmes raisons.

Selon le Larousse, « collectif » signifie : « 1. Qui concerne un ensemble de personnes, qui est le fait d'un groupe. 2. Ling. Nom qui exprime une idée de groupe, comme foule, troupe, rangée,

etc. » Et « collectivité » signifie : « 1. Groupe d'individus habitant un même pays, une même agglomération, ou simplement ayant des intérêts communs. Les communes et les départements. Collectivités publiques, nom générique recouvrant l'État, les collectivités locales, les établissements publics. Collectivisme : système économique visant à la mise en commun des moyens de production. »

La collectivité des droits, comme « collectivité du sol » ou « collectivité de la richesse sociale » ou une « autorité politique omnipotente et centralisée » est quelque chose qui existe et doit appartenir à tous. Quelles qualités doit avoir une personne pour avoir droit à la collectivité des droits ? Le fait d'être un être humain est la seule qualité. C'est la définition la plus large que l'on puisse lui donner puisque cela comprend tout le monde sans exception en raison de leur humanité. Non seulement le communisme reconnaît-il ces droits en pratique, comme allant de soi, mais il lutte pour cette définition quelles que soient les conditions et les circonstances. Peut-on dire alors que le communisme et les droits humains se repoussent mutuellement ?

La bourgeoisie donne une définition extrêmement étriquée des droits humains. Selon les fondateurs des États-Unis, ces droits appartiennent à l'« aristocratie naturelle », c'est-à-dire à ceux qui excellent sur le marché capitaliste. Éliminer le marché capitaliste par la socialisation des moyens de production est considéré par la bourgeoisie comme une « atteinte aux droits humains ». C'est pourquoi elle prêche et exige, notamment par la force des armes, que tous les pays du monde adoptent le système capitaliste et gardent « leurs portes ouvertes » aux grandes puissances pour qu'elles viennent y faire ce qu'elles veulent.

Les communistes mettent au premier plan la collectivité des droits pour la simple raison qu'il est nécessaire d'harmoniser les droits de l'individu avec l'intérêt général du collectif et les droits de l'individu et du collectif avec le bien-être général de la société. Les droits individuels ou collectifs ou le bien-être général de la société ne signifient rien si l'on ne défend pas d'abord la collectivité des droits. Comment la bourgeoisie peut-elle prétendre défendre les droits humains si elle exige la négation de la collectivité des droits ? Les communistes luttent par principe pour la création d'un corps politique fondé sur la collectivité des droits. Ils considèrent la collectivité des droits comme une garantie que les droits de l'individu et du collectif et l'intérêt général de la société soient respectés. Seule la collectivité des droits permet de coordonner et de subordonner tous les droits à l'ouverture de la voie au progrès de la société.

Le PCC(M-L) s'engage dans la discussion sur le communisme et les droits humains comme une contribution importante à la discussion sur l'édification nationale au XXI^e siècle. Le PCC(M-L) invite toutes les personnes concernées à participer et à développer la discussion sur le communisme et les droits humains.

(Centre de ressources Hardial Bains)

(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL

www.pccml.ca • redaction@cpcml.ca